

AGRIBUSINESS, SYSTÈME FINANCIER ET ACTION POLITIQUE EN ARGENTINE *

Valeria A. HERNÁNDEZ

En France les médias et les divers commentateurs de la conjoncture politico-financière de 2008 parlent souvent de « la » crise, alors qu'en Argentine, les interlocuteurs prennent soin de la situer dans le cadre de *toutes les autres* crises (passées, actuelles et même futures) par rapport auxquelles *celle-ci* prend sens. En effet, l'état de crise fait partie d'un cycle, où l'apathie succède à l'optimisme pour ensuite recommencer. Comme l'illustrent divers exemples dans l'histoire du XX^e siècle, les crises peuvent être plus ou moins récurrentes, plus ou moins dévastatrices : dictatures militaires, hyperinflations, *default* financier, sans parler des crises humanitaires (comme l'aggravation de la dénutrition, de l'analphabétisme ou l'augmentation du nombre de personnes au-dessous du seuil de pauvreté et d'indigence), des crises sanitaires (grippe A, dengue, tuberculose) ou des crises climatiques spécialement dramatiques pour un pays qui, comme l'Argentine, est agro-exportateur. En ce sens, il faut cadrer *la* crise que le capitalisme globalisé a connue en 2008 dans la

*L'analyse présentée se base sur une enquête de terrain réalisée en Argentine entre 2004 et 2007, dans les provinces d'Entre Ríos et Santa Fe, au moment où nous avons suivi de près l'activité d'un groupe de producteurs agricoles ainsi que les travaux d'une des entités techniques du secteur, l'Asociación Argentina de Productores en Siembra Directa (AAPRESID). Collatéralement, nous ferons référence à la recherche commencée à la fin de l'année 2007 dans ce même pays sur les maîtrises et les études de troisième cycle consacrées à la formation des acteurs du monde agricole et de l'élevage (producteurs, administrateurs, ingénieurs agronomes, décideurs publics, etc.), parmi lesquelles se trouvent les maîtrises d'agribusiness et celles de développement territorial.

conjoncture spécifique que traversait l'Argentine à l'époque : d'une part, un certain optimisme lié au fait que, depuis cinq ans, l'économie nationale bénéficiait d'une croissance ininterrompue (plus de 8 % par an), le marché de l'emploi formel rejoignait pratiquement le niveau de rémunérations qu'il avait connu avant la dernière grande crise de 2001 et le système institutionnel démocratique venait de confirmer son bon état de santé, l'élection présidentielle s'étant déroulée en décembre 2007 sans trop de querelles entre les divers partis politiques ; mais d'autre part, des nuages menaçaient ce paysage de paix sociale du fait de la crise politique amorcée au début de 2008 par l'affrontement entre le gouvernement et l'un des secteurs cruciaux pour l'économie locale, l'agriculture. Ainsi, le climat de tension occupait déjà les esprits lorsque les Argentins ont vu sur leurs écrans dégringoler les bourses du monde industrialisé. De la sorte, la crise internationale allait s'inscrire dans une conjoncture locale de conflit, les uns et les autres faisant jouer les arguments portés par le discours global, selon leurs intérêts particuliers. Une crise qui, pour une fois, n'était pas la leur, allait devenir, au fil des plateaux télévisés et des journaux, un enjeu politique pour les parties en dispute.

Nous tâcherons de comprendre ici le processus par lequel cette crise internationale s'est présentée, dans le contexte local, comme un terrain de cristallisation des identités de classe dans le cadre du modèle agro-exportateur argentin. Dans un premier temps, nous décrirons brièvement les antécédents historiques indispensables pour situer le modèle de développement qui domine l'économie argentine contemporaine. Dans un deuxième temps, nous nous focaliserons sur les caractéristiques principales du système et la manière dont la crise internationale l'a influencé. Enfin dans un troisième temps, nous réfléchirons sur les conflits de classe que connaît le contexte local depuis 2008 et qui continuent de rythmer la vie politique au quotidien.

À terme, on espère comprendre comment ces deux agents économiques du système agribusiness interviennent dans le circuit créé par cette ruralité globalisée en se complétant dans leurs positionnements.

Historicisation des crises

En Argentine, le modèle national-développementaliste de type industriel a agi, explicitement ou implicitement, durant une bonne partie du XX^e siècle, comme l'horizon politique vers lequel devait s'acheminer le pays, jusqu'à ce que se produise, durant la dernière dictature militaire (1976-1983), une rupture historique. Le processus qui avait commencé avec l'ouverture économique mise en œuvre par la Junte militaire a abouti aux réformes néolibérales réalisées par le gouvernement de Carlos

Menem (1989-1999). Les piliers des réformes furent l'élimination du déficit fiscal, la dérégulation des marchés et la privatisation généralisée des entreprises et des services publics. Ces changements entraînèrent une reformulation radicale du rôle de l'État vis-à-vis de l'économie et de la société dont l'une des conséquences fut la consolidation d'une nouvelle matrice sociétale, caractérisée par une puissante dynamique de polarisation sociale et, par conséquent, par l'augmentation des inégalités sociales. D'une part, le rôle de l'État comme producteur/garant de la cohésion sociale a été drastiquement réduit, comme on peut le constater dans la privatisation des biens et des services publics, la dégradation des services de santé, d'éducation et de sécurité. D'autre part, la dérégulation des marchés, accompagnée par l'introduction de nouvelles formes d'organisation du travail, a inauguré le passage à la flexibilité et à la précarité de l'emploi et augmenté le taux de chômage (Beccaria *et al.*, 2007).

Désormais, l'État joue un rôle « méta-régulateur » (Sousa Santos, 2007) dans la mesure où il se voue surtout à reconfigurer le cadre juridique afin de garantir les droits des grandes corporations et à transposer aux normes nationales les accords internationaux et les intérêts des multinationales. Par le biais de différentes réformes constitutionnelles et législatives, l'État s'auto-exclut en tant qu'agent productif, laissant au secteur privé le rôle d'unique acteur autorisé à exploiter les ressources naturelles. En moins de dix ans, les grandes compagnies internationales sont devenues hégémoniques sur la carte socioproductive : dans le secteur des intrants agricoles, dans celui des minerais, de la pêche et du pétrole, entre autres. L'économie est redevenue primaire car elle se base désormais sur l'exploitation, par les transnationales et leurs associés locaux, des matières premières et des ressources naturelles, généralement non renouvelables. Ce phénomène est illustré par les réformes législatives qui ont permis l'expansion de la grande exploitation minière à ciel ouvert (Svampa et Antonelli, 2009) ainsi que la généralisation de l'agriculture basée sur le « paquet biotechnologique » (composé du soja transgénique + l'herbicide glyphosate) et le management entrepreneurial (Hernández, 2007a). Grâce à ce paquet agro-productif, l'Argentine est devenue en moins de cinq ans le deuxième pays exportateur de soja génétiquement modifié dans le monde, repositionnant le secteur agricole comme la « locomotive » du développement national (modèle agro-exportateur).

Le programme néolibéral des années quatre-vingt-dix s'est soldé en 2001 par une nouvelle « grande crise ». En effet, le souvenir gardé de ce Noël-là reste marqué par une dévaluation qui a provoqué une chute de 16 % du PIB, un taux de chômage qui a atteint à 21 % et une diminution

de 24 % du salaire réel. Le pays vivait une des plus grandes crises politiques, économiques et sociales de son histoire. Cependant, lors des derniers mois de l'année 2003, ces mêmes indicateurs mettaient en évidence un redressement de la croissance économique grâce à la réactivation des secteurs de la construction, de l'automobile, du textile et de l'exportation de produits agricoles. À la fin de son mandat présidentiel, Nestor Kirchner (époux de l'actuelle présidente) pouvait montrer d'importantes réussites économiques : entre 2003 et 2007, le PIB a atteint une croissance annuelle d'environ 9 %, le chômage a baissé progressivement de 17,3 % en 2003 à 8,5 %, en 2007¹. Les Argentins laissaient donc derrière eux l'image d'un pays dévasté et retrouvaient confiance en leur avenir, ce qui se reflétait dans le niveau de confiance du consommateur dans la postcrise 2001. Les Argentins laissaient donc derrière eux l'image d'un pays dévasté et retrouvaient confiance en leur avenir (voir indice de confiance 2002 et suivants : www.mecon.gov.ar).

On voit également l'effet de la conjoncture 2008 sur cet indicateur mais ne nous abandonnons pas au flux de l'histoire et revenons à 2002-2003, moment où l'on observe l'optimisme retrouvé en si peu de temps. On peut s'interroger sur les causes de cette spectaculaire récupération de la confiance, que l'on pourrait bien appeler, comme dans d'autres cas semblables, le « miracle argentin ». Dans l'imaginaire social, la faillite de 2001 fut surmontée en un temps relativement court grâce à l'activité spectaculaire du secteur agro-industriel, comme le montrait une enquête effectuée en 2004 par le Centro de Estudios Nueva Mayoría :

« Le secteur agro-industriel est perçu comme le plus important pour réactiver l'économie du pays. 43 % des enquêtés croient que le facteur le plus important est l'agro-industrie, face à 11 % qui soutiennent que c'est le secteur automobile et 10 % qui pensent que c'est le tourisme². » (Fraga, 2004).

De même, l'une des hypothèses les plus répandues par les médias était que les caisses du Trésor public bénéficiaient des agro-euros (car le principal acheteur des exportations céréalières argentines était, à l'époque, l'Union européenne²) grâce à la remise en vigueur de l'impôt sur certaines exportations agricoles, en particulier le soja.

Si nous observons la contribution au fisc de chaque secteur (www.indec.ar), nous voyons que la source la plus importante est l'impôt

1. Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean, 2007. www.cepal.org. Nous précisons que le taux de chômage n'inclut pas les bénéficiaires des plans sociaux. S'il fallait les inclure, pour l'année 2007, le taux serait de 9,8 %. Source : INDEC.

2. En 2004, les trois principaux destinataires des exportations agroindustrielles de l'Argentine étaient : l'Union européenne (26 %), la Chine (12 %) et le Brésil (9 %).

sur les ventes (IVA) et sur les revenus (*Ganancias*). Mais, on constate aussi que la contribution du commerce extérieur, a augmenté de manière soutenue durant les années qui ont suivi la crise de 2001. Parmi les groupes d'exportation, les deux qui ont trait à la culture du soja transgénique (oléagineux et soja) sont les plus importants en termes relatifs, avec une évolution exponentielle constante. En effet, alors qu'en 2003 les exportations d'oléagineux rapportaient 7 919,7 millions de dollars et celles de soja 7 194,5 millions, en 2007, les premières étaient passées à 14 398,5 millions de dollars et les secondes à 13 602 millions de dollars. En contrepartie, les exportations de l'industrie automobile ont rapporté 1 776 millions de dollars en 2003 et 6 000 millions de dollars en 2007 (source : INDEC). En résumé, le taux élevé de croissance économique et l'excédent fiscal ont été dus aussi bien au redressement de l'industrie après la dévaluation qu'à la rentabilité du modèle agro-exportateur, grâce à l'augmentation du prix des *commodities* sur le marché international et à la reconversion productive vers un modèle productif que nous avons appelé « ruralité globalisée » (Hernández, 2007b) pour des raisons que nous allons voir dans quelques pages.

Sur le plan international, l'année 2001 a été aussi le cadre d'une crise autrement significative : celle qui marque le début de la guerre globale totale contre « l'axe du mal ». Les Argentins apprenaient par les médias qu'à New York, deux bâtiments étaient la cible d'actions terroristes dont les auteurs appartenaient à un groupe fondamentaliste religieux non identifié. Un certain sentiment d'extériorité par rapport à *l'Histoire*, celle qui se déroulait au centre du monde, habitait les esprits de ces habitants du « bout du monde ». Ce sera par ces mêmes voies de l'industrie médiatique qu'en 2008, ils apprendront qu'une crise générale du système financier mondial venait de commencer sans qu'on puisse en préciser ni les modalités ni la fin. Encore une fois, ils ressentiront une sorte d'étrangeté par rapport au cours de *l'Histoire* : même si l'état de crise ne leur était pas indifférent, les Argentins ne se sentaient pas interpellés par l'effondrement des surprimes et du système boursier international. Ils avaient d'autres crises à gérer...

En effet, lorsqu'en octobre 2008 la crise du capitalisme est mise en scène par les médias globalisés, les Argentins viennent de traverser une période de crise politique vernaculaire dans laquelle de vieux fantômes idéologiques ont été réédités. Dans ces terres australes, *l'Histoire* semblait ne pas vouloir « s'arrêter » et — tout comme *la lutte de classes* — résistait aux pronostics alarmants avancés par de prestigieux intellectuels postmodernes du Nord, et répercutés localement avec efficacité. En effet, depuis mars 2008, les producteurs agricoles de la *pampa* (c'est-à-dire, la

zone la plus productive du pays) s'affrontaient aux politiques fiscales mises en place par le gouvernement péroniste de Cristina Fernández de Kirchner, menant une « grève de patrons » que l'Argentine n'avait pas vue depuis la première décennie péroniste de 1945-1955, ou lors de la tumultueuse période des mouvements armés (années 1960-1970).

Ces entrepreneurs de l'agribusiness s'étaient mobilisés suite à l'augmentation de la taxe à l'exportation des *commodities* agricoles, appelée « *retención* » décrétée par le gouvernement³, au nom de la redistribution de la « rente exceptionnelle » produite par le secteur agricole⁴ au profit des populations pauvres urbaines et périurbaines. Durant quatre mois (de mars à juin), des *piquetes* (barricades d'entrepreneurs agricoles sur les routes nationales), des « assemblées populaires », composées de groupes qui s'identifiaient comme « autoconvoqués » et des populations de villages agricoles se sont mobilisés, principalement dans les provinces de la région de la *pampa*, afin d'empêcher la commercialisation des produits agricoles. Ailleurs (Gras et Hernández 2009a), nous avons analysé cette action collective à partir d'enquêtes de terrain au sein des barricades⁵ et des assemblées de producteurs⁶ organisées dans différentes provinces du pays. Deux producteurs *piqueteros* qui louent des hectares dans la province de Buenos Aires expliquent à Carla Gras lors des entretiens :

« Les gens étaient furieux à cause du caractère expropriateur des *retenciones*. Ils ont voulu saper les bases de ton affaire et de ton style de vie. Notre erreur a peut-être été de ne pas avoir bien pu expliquer à la société que les *retenciones* s'appliquent aux revenus et non pas aux bénéfiques. C'est ridicule, on te prend de l'argent par les rétentions et ensuite on te donne un subside, c'est pour te contrôler [...] Ils veulent détruire la campagne, le seul secteur qui produit authentiquement des choses tangibles » (Marcos, producteur autoconvoqué qui loue environ 15 000 hectares ; novembre 2008).

« Tout ce qu'il dira (le gouvernement) fait mousser le conflit. L'enjeu est clairement économique à cause des revenus que génère le secteur de l'agriculture et de l'élevage. Le gouvernement cherche à en profiter, à s'approprier ton travail, peu

3. Ainsi, la taxe du principal produit exporté par le cluster agricole, le soja, passait de 35 % à 44 % (sur le total de la production).

4. Cette rente extraordinaire résultait de l'importante hausse sur le marché international du prix du soja, principal produit agricole exporté par le secteur.

5. Cette enquête de terrain a été conduite par Carla Gras au cours des derniers mois de 2008 et 2009.

6. Enquête conduite par Valeria Hernández, Florencia Fossa Riglos et Diego Taraborrelli à Santa Fe et Buenos Aires en 2009.

importe si vous êtes (un producteur) gros, petit ou moyen » (Juan, producteur autoconvoqué, éleveur : novembre 2008).

Bientôt, les magasins d'alimentation des principales villes et des zones urbaines commencèrent à manquer de produits frais, les prix augmentèrent, les tensions sociales et politiques entre ceux qui soutenaient « la campagne » et ceux qui appuyaient « le gouvernement » se firent, au fil des jours, plus profondes, polarisant la société argentine. Les médias, majoritairement soutenus par la corporation agro-exportatrice, avertissaient « l'opinion publique » du « danger » de s'enfoncer dans le chemin de l'affrontement politique des années soixante-dix, agitant le fantôme de la période la plus sanglante qu'avaient vécue les Argentins (dictature militaire de 1976 à 1983) et accusant le gouvernement de promouvoir un climat de confrontation idéologique dont « le peuple » ne voulait plus. L'ambiance sociale devenait irrespirable : d'un côté, par ces actions directes (barricades, assemblées populaires, manifestations dans les villes principales), les entrepreneurs du monde agribusiness, majoritairement producteurs de soja, cherchaient à forcer le gouvernement à faire marche arrière sur le décret n° 125 (celui qui imposait l'augmentation de l'impôt sur l'exportation de ladite culture). De l'autre côté, les syndicats, plusieurs organisations de chômeurs et divers groupes pro-péronistes, manifestaient leur appui aux mesures politiques du gouvernement, accusant les manifestants d'orchestrer un « coup d'État des patrons ». Les barricades sur les routes nationales demeurant sur place durant plusieurs jours, la tension devint de plus en plus vive : les transporteurs routiers, empêchés de circuler par les entrepreneurs qui garaient leur 4x4 dernier modèle sur l'asphalte, s'impatientaient au bord des routes sans pouvoir joindre leur famille, se doucher ou se nourrir convenablement. Les voitures particulières et les bus étaient eux aussi bloqués, autant de jours qu'en décidaient les « autoconvoqués » et les assemblées populaires, au hasard des rassemblements sur les routes.

Environ trois mois après la première barricade, afin d'apaiser la situation sociale chaotique et de réaffirmer sa légitimité politique, la présidente Cristina F. de Kirchner décide d'en passer par le Congrès national, transformant le « décret présidentiel » en « projet de loi ». Dès lors, les actions des producteurs visent à faire pression sur les parlementaires pour qu'ils votent contre ce projet. En juin 2008, après une période de débats législatifs longue et tendue, la loi proposée par le gouvernement est rejetée (à une voix près⁷), ce qui a relativement

7. Malgré la discussion parlementaire organisée autour de celui-ci, et après plusieurs semaines de débats retransmis à la télévision, le projet de loi envoyé par le pouvoir exécutif

détendu la situation d'affrontement. Les « patrons », jusque-là extrêmement crispés, se retirent peu à peu des routes nationales. C'est dans ce contexte que les médias annoncent la crise du système financier international. Vu de l'extrême Sud du monde, par une population qui venait tout juste de clore une période d'affrontement politique majeur qui l'avait dégoûtée des constructions médiatiques du conflit, *cette nouvelle* crise était particulièrement malvenue. Elle fut immédiatement interprétée à la lumière de la conjoncture née de la *dernière* crise locale. On peut alors parler d'une sorte de dédoublement interprétatif : d'une part, les Argentins voyaient défiler sur leurs écrans les experts internationaux qui leur expliquaient les raisons globales d'une crise qui, pour une fois, n'était pas la leur... tout au moins pour le moment ; d'autre part, face à ce discours produit dans l'espace-temps global, s'amorçait un processus de réinvestissement de la crise en fonction des projets politiques en jeu dans l'espace-temps local.

La crise comme fait global : résistance et réinvestissement

D'une manière générale, les Argentins — comme tous les spectateurs du monde — ont assisté à la mise en œuvre pédagogique de différentes rationalisations et interprétations destinées à expliquer l'inexplicable. Les politiciens et les experts de l'économie mondiale ont émis une analyse économique-technique de la situation, devenue hégémonique en quelques jours, grâce au pouvoir de l'industrie culturelle globalisée : il y a bien une crise mais elle ne concerne qu'une partie de l'économie mondiale, c'est-à-dire, l'économie « non réelle » ; l'autre, celle qui est la substance même du système, l'économie « réelle » bâtie sur l'effort, le travail, l'épargne est sauve. Grâce à cette dissociation moralisatrice, par laquelle on fait exister une « bonne » et une « mauvaise » économie, le système capitaliste en tant que mode de production planétaire est reconduit pour une nouvelle période. Cette interprétation pénètre jusqu'à l'espace-temps le plus local du monde au moyen des supports techniques d'information et de communication globalisées. Les populations assistent ainsi à une succession ininterrompue d'experts sur les plateaux télévisés qui expliquent et construisent devant eux, savoir techno-scientifique et industrie sémiotique à l'appui, l'existence d'une économie « réelle », celle

pour ratifier le décret 125 (décret présidentiel qui fixait l'augmentation des rétentions et leur caractère mobile) a été rejeté par le Sénat de la Nation, après le « vote non positif » (suivant la formule locale) émis par le vice-président de la nation, Julio Cobos. La situation a abouti à une impasse car, avec ce résultat, les retenciones n'étaient pas éliminées mais revenaient à leur niveau précédent. Plus tard, le gouvernement a décidé de les réduire pour certains produits précis, comme le blé, ou même de les éliminer comme pour le lait.

qui est liée aux activités productives et industrielles, et d'une autre (la financière) fictive dont la croissance exponentielle est due à des actes de corruption d'individus immoraux et irresponsables. Selon eux, cette « économie non-réelle » est seule responsable de *cette* crise. Après le diagnostic, suit le traitement : d'abord, la mise en quarantaine de l'économie financière afin de protéger l'économie « réelle ». Une fois l'économie « pestiférée » isolée, une sonde de réhydratation de l'économie mondiale doit être mise en place : l'opération de légitimation de transferts de sommes colossales des trésors publics aux secteurs privés est ainsi consommée et nulle part sur la planète on ne vit les masses se soulever face au plus grand cambriolage commis en public et en plein jour dans les pays « développés ».

Lorsque, dans les médias argentins, les experts locaux commentaient l'impact de *la* crise sur les pays développés, ils soulignaient la différence avec la situation argentine : du fait que lors de la dernière grande crise (le *default* de 2001) l'Argentine était restée hors des circuits financiers internationaux, elle avait été épargnée des ravages similaires qui affectaient aujourd'hui les économies des « grands pays » comme les États-Unis, la Chine, l'Allemagne ou la France. Cependant, alors que cette fois ils n'étaient pas concernés par la déroute, la construction idéologique de la crise comme un *fait global total* conduisait les Argentins à vivre une situation schizophrénique : d'une part, ils étaient symboliquement sollicités par l'industrie médiatique du capitalisme à être protagonistes de *la* crise internationale au même titre que les pays hégémoniques, et d'autre part, leur vécu local leur renvoyait une image de croissance et d'espoir en l'avenir, où la *crise des patrons* indiquait, plutôt qu'un état de manque, une situation d'abondance, dans laquelle se déployait une dispute concernant l'appropriation privée de l'excédent, ce qui n'était guère arrivé depuis des décennies dans ce pays.

Les jours passant, les représentants des projets politiques qui s'étaient affrontés au cours du premier semestre de 2008 se réappropriaient *la* crise pour en faire un nouvel épisode affectant l'Argentine. Ceux qui avaient été du côté de « la campagne » montraient à quel point le gouvernement était incapable de mettre sur pied des « politiques de protection » face aux effets locaux de la crise globale. Le gouvernement, pour sa part, coordonnait des mesures de « contention de la crise » suivant un modèle d'action assez classique (notamment des crédits pour relancer la consommation des ménages).

La peur d'être à la veille d'une catastrophe imposée de l'extérieur hantait l'imaginaire collectif. Dès lors, les discours politiques des partisans du gouvernement se multipliaient pour convoquer les « forces

de production » (la *bonne économie*) à assumer pleinement leurs responsabilités citoyennes au moment d'une crise internationale : l'Argentine, redevenue pays agro-exportateur en ce début de millénaire, devait tirer profit de sa force (une économie basée sur la production agricole, donc « réelle ») pour se repositionner sur l'échiquier mondial. Seulement, cet appel à l'unification nationale derrière un objectif général se heurtait au climat de confrontation hérité des derniers mois de mobilisations, barricades et assemblées des patrons que nous avons décrit. Il en résulta que « l'opportunité » créée par la situation internationale s'est transformée en source d'un nouveau conflit sur le terrain local ; ce qui aurait pu être une occasion de promotion vers la catégorie supérieure des pays « émergents », venait, au contraire, se rajouter au combat contre les taxes pour rendre plus aigu l'état conflictuel que connaissait le pays.

À ce stade, il semble nécessaire de se demander qui sont ces « patrons de l'agribusiness » dont le pouvoir, non seulement économique mais aussi politique et symbolique, est si grand qu'ils peuvent imposer leur agenda et leur chronogramme à la société argentine ? Comment ce pilier fondamental du pays a-t-il réagi face à la crise financière du capitalisme globalisé ? Nous allons aborder ces questions en deux sections : premièrement, nous montrerons les traits essentiels du modèle agribusiness, aujourd'hui hégémonique dans la production agricole argentine, en le situant par rapport aux autres modèles de développement qui ont été essayés dans ce pays au cours du XX^e siècle. Ensuite, nous verrons comment la crise du système financier a influencé ces éléments centraux de l'agribusiness.

Le monde rural

Depuis la fondation de l'Argentine comme république fédérale, le monde rural constitue une entité matérielle et symbolique essentielle dans la construction politique, économique et sociale de la vie nationale. « El campo », alternativement critiqué ou porté aux nues, objet de politiques publiques destinées à le favoriser ou le punir, est un catalyseur dans lequel convergent les disputes idéologiques, les modèles du pays et, parfois même des projets de société divergents. Ainsi, à certaines périodes (notamment l'époque du premier péronisme de 1945-1955), ce secteur a joué un rôle subalterne et les bénéfiques qu'il produisait ont servi en partie à financer le processus d'industrialisation dans le cadre d'une politique de substitution des importations. À d'autres moments, surtout sous des gouvernements non démocratiques, le monde rural a bénéficié de politiques de défiscalisation et de dérégulation — comme durant la période de la dernière dictature militaire (1976-1983) — accentuées par la

suite dans les années 1990 par le gouvernement démocratique de Carlos Menem. Durant cette période néolibérale de désindustrialisation et d'internationalisation de l'économie, s'est consolidé, dans un premier temps, un modèle économique centré sur la valorisation du capital financier (appelé dans le pays « la bicyclette financière ») auquel s'ajoutera (vers la fin des années quatre-vingt-dix), le processus de retour au secteur primaire (c'est-à-dire, une économie nationale construite sur la base des produits tirés de l'agriculture ou de l'extraction minière et pétrolière). Cela entraînera la mise en place d'un système étroitement dépendant des marchés extérieurs. Aussi les acteurs internationaux ont joué un rôle de plus en plus déterminant dans les politiques locales.

Dans le secteur agroproductif, ce processus de retour au secteur primaire a reconfiguré la structure sociale et productive. L'implantation de nouvelles formes d'organisation du travail et d'utilisation des ressources naturelles a impliqué la disparition d'un bon nombre de producteurs et de profondes modifications pour ceux qui ont pu se maintenir (surtout en termes de relation avec la terre, le travail, le capital et la connaissance). Les innovations technologiques et organisationnelles constituent un point d'inflexion dans ce processus : aussi bien au niveau des processus productifs — introduction du semis direct et de techniques agricoles de précision, utilisation de semences transgéniques — qu'au niveau de la gestion (nouvelles technologies de communication et d'information, professionnalisation de l'administration, organisation des entreprises en réseau, intégration avec l'industrie, etc.). Elles ont débouché sur une augmentation globale de la production et du rendement depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Le processus de transformation fut rapide et massif : dix ans seulement se sont écoulés entre l'approbation de la loi de réforme de l'État (1991) et l'explosion de la production de *commodities* en 2001, en passant par l'arrivée, en 1996, de la première variété d'OGM (soja transgénique traité au glyphosate).

À partir de son entrée sur le marché local, le soja RR a atteint chaque année un nouveau record de production (voir tableau n° 2 en annexe). Dans la région de la *pampa* (centre productif du pays), le modèle *sojero* s'est généralisé en cinq ans, pour s'étendre ensuite jusqu'aux régions « marginales », particulièrement le Nord et le Nord-Est argentins. Cette évolution a consolidé un schéma de spécialisation productive dont les paramètres sont l'internationalisation de l'agriculture avec des conséquences directes sur la structure sociale agricole. Entre le recensement national de 1988 et celui de 2002, le nombre total d'exploitations agricoles a diminué de presque 21 % et, parallèlement, la taille moyenne de celles qui ont poursuivi leur activité, a augmenté de

25 % pour atteindre une moyenne de 587 hectares en 2002. Une autre donnée significative qui découle de la comparaison entre les deux recensements a trait aux changements dans les modalités d'exploitation de la terre : la surface totale de terres louées a augmenté de 52 % entre 1988 et 2002, surtout au détriment de la propriété. En 2002, le nombre d'exploitations qui travaillent uniquement sur des terres louées a augmenté de 18 % par rapport à 1988, alors que leur superficie a augmenté de 43 % (Gras et Hernández, 2009b).

Cette évolution est interprétée comme un « changement de paradigme » : on serait passé d'une agriculture familiale⁸ — peu rentable et incapable de faire face aux exigences du marché international — à une agriculture entrepreneuriale, hautement technicisée, extrêmement rentable, pourvoyeuse de *commodities* pour le monde développé (ou le monde émergent dans le cas de la Chine). Ce système de production domine actuellement dans la *pampa*, et subordonne les autres modalités productives. Du point de vue sociologique, on assiste à une redéfinition du profil des anciens acteurs et de leurs modes de participation ainsi qu'à l'entrée en scène de nouveaux acteurs. En effet, les compétences requises par l'agriculture entrepreneuriale agissent comme un filtre social, laissant beaucoup d'agriculteurs sur les marges ou dans des positions subordonnées et extrêmement fragiles. Nous nous concentrerons sur les caractéristiques de ce paradigme agro-productif en commençant par les facteurs objectifs centraux qui le composent pour aborder ensuite les dimensions symboliques de ce que les acteurs appellent le « système agribusiness ».

Composantes centrales de « l'affaire agricole » : biotechnologie, semis direct, multinationales, marchés, pratiques vernaculaires et capital financier

Biotechnologie

Le nouveau paradigme s'appuie sur cinq piliers qui ont assuré son expansion. Tout d'abord, l'agriculture a pu se positionner comme une « affaire » extrêmement lucrative grâce à la rentabilité générée par l'association du soja résistant à l'herbicide glyphosate — le « paquet

8. Nous sommes tenues ici de simplifier la réalité économique du monde rural argentin qui, évidemment, ne peut pas être réduite au seul modèle de l'agriculture familiale. Ce modèle coexiste avec d'autres pratiques comme l'élevage extensif propre au système latifundista, l'agriculture paysanne, etc. Pour une discussion sur les conceptualisations de l'agriculture familiale, voir : Basco *et al.*, 1981, Giberti 2003 y 2005, Tort et Román 2005, Balsa 2006.

fermé⁹ » — et du semis direct (SD). Sans entrer dans des détails agrotechniques compliqués, il faut signaler que la possibilité de disposer d'un herbicide d'ample spectre (le glyphosate), qui n'affecte pas la culture transformée (le soja transgénique — soja RR) a permis d'éviter le labour des sols. Cela a entraîné, d'une part, la simplification du travail agricole et, d'autre part, la réduction substantielle des coûts. La combinaison de soja RR + glyphosate + SD diminue la main-d'œuvre et la durée du travail dans les parcelles, l'usage d'intrants de biocides (on utilise uniquement le glyphosate) et le combustible nécessaire pour chaque saison agricole. Cette formule a séduit rapidement les producteurs qui ont pu payer l'investissement initial dans les équipements de SD¹⁰.

*Agents de commercialisation :
les multinationales de l'agrofourriture*

Ce paquet biotechnologique a été mis sur le marché local par des agents commerciaux qui ont adopté des mécanismes très en accord avec les conditions macroéconomiques du pays. En effet, dans le contexte de difficulté d'accès aux crédits pour la production (milieu des années quatre-vingt-dix), les commerces de semences ont offert un système de financement du « paquet » qui permet d'en différer le paiement jusqu'à la récolte. Grâce à cette modalité, les producteurs n'avaient pas besoin de disposer de réserves d'argent au début de la saison mais, en revanche, ils devaient professionnaliser leur administration car, sans une bonne gestion de tous les éléments impliqués, ils risquaient de ne pas pouvoir honorer leurs engagements avec les fournisseurs. Ce pilier du modèle productif sera l'un des plus affectés par la crise de 2008, comme nous allons le voir.

9. « Les paquets technologiques étaient un ensemble de techniques et de produits qui devaient être utilisés conjointement, ce qui demandait un important investissement initial que seuls quelques producteurs étaient en situation de faire. [...] Le paquet technologique développé à partir des nouvelles découvertes avait un coût élevé car, en plus des semences d'hybrides ou améliorées, il fallait des machines agricoles, un équipement d'arrosage et l'application intensive de fertilisants et de pesticides. Cette caractéristique, ainsi que l'indivisibilité du paquet technologique, ont fait que les meilleurs résultats ont été obtenus en cultivant de grandes surfaces. Cela a limité la diffusion des nouvelles technologies aux producteurs disposant de grands capitaux et aux régions les mieux dotées en terre et en eau. C'est pourquoi parmi les principales critiques du nouveau modèle on signalait l'exclusion des producteurs dotés de moindres moyens. Cette critique sera reprise plus tard par les agences internationales de développement. » (Calandra, 2009).

10. Du point de vue du travail de l'agriculteur, ce nouveau dispositif permet de réaliser trois opérations en même temps : en un seul passage de tracteur, le producteur prépare la terre, contrôle les agents pathogènes et sème. Selon les calculs de Hillcoat et Guibert (2003), la marge brute a augmenté de 15 % grâce à la culture du soja OGM associé au SD. Pour une étude plus détaillée de ce mécanisme, voir Hernández 2007a et 2007b.

Les firmes de l'agrofourmiture ayant les politiques commerciales les plus agressives ont, non seulement financé le paquet, mais elles se sont aussi implantées sur le marché local en mettant sur pied une modalité connue comme le « club-réseau ». Le cas de Monsanto est très parlant : cooptation de leaders dans chaque village, mise en place de groupes de formation et de débat (en général dirigés par des ingénieurs engagés par la multinationale), production de matériel pédagogique (vidéos, pamphlets, bulletins, etc.) distribué aux associations et aux coopératives locales, sponsoring d'évènements sociaux, de congrès d'associations techniques du secteur, de programmes nationaux, etc. Comme il fallait s'y attendre, cet activisme local intense, associé à une stratégie financière adéquate, dans un pays où le système de crédit était à l'agonie, est devenu un dispositif qui a accordé aux vendeurs du « paquet biotechnologique » un important pouvoir de contrôle sur le réseau des ventes locales d'intrants, les commerces de semences, etc., c'est-à-dire sur ceux qui auraient pu avoir la capacité d'organiser l'offre, fixant les conditions d'accès à cette technologie. Les principales multinationales présentes sur le marché argentin (Monsanto, Novartis, etc.) ont donné des licences aux très dynamiques agents commerciaux locaux (les coopératives, les magasins d'intrants, etc.), qui ont ainsi constitué des réseaux de distribution très développés et efficaces. Ces accords contenaient en général une clause d'exclusivité afin que les commerçants ne proposent que les produits de la multinationale. Tout cela a contribué à accentuer la tendance à la concentration du marché local entre quelques mains.

Avec le semis direct, le « paquet biotechnologique » et la stratégie commerciale des firmes de l'agrofourmiture, l'autre facteur qui a joué un rôle important dans le processus de *sojisation* de la production agricole argentine est lié à certaines pratiques « habituelles » : la vente de semences non fiscalisées dans des circuits informels et la possibilité de garder une partie de la récolte comme semence pour la saison suivante. Dans le premier cas, il s'agit d'acheter les semences de soja RR sur le marché parallèle (pour emprunter le langage des producteurs, il s'agit d'acheter « le sac blanc » au « marché noir ¹¹ ») ce qui permet d'acquérir du soja génétiquement modifié au même prix que le soja conventionnel, en évitant le « coût de la recherche scientifique ». La deuxième pratique habituelle (garder une partie de la récolte pour la semer lors de la campagne suivante) est autorisée par la réglementation locale ¹². Étant

11. Selon Sztulwark (2005 :18), «seulement 14 % du soja RR vendu correspondent à des semences fiscalisées (ARPOV)».

12. La loi sur les semences et les créations phylogénétiques (Loi 20.247, année 1973 plus les décrets de réglementation n° 2183/91 et 2817/91) et la loi dite d'« usage propre » sont

donné que le soja (culture autogame) récolté peut être semé à nouveau sans perte de rendement, beaucoup de producteurs font usage de ce droit, évitant la coûteuse médiation du marché¹³. La configuration qui en résulte est particulièrement intéressante pour les producteurs : selon les interlocuteurs de notre recherche (2005), un sac de soja qui, aux États-Unis revient à 75 dollars, en coûte seulement 25 en Argentine¹⁴ ! Ces chiffres ne laissent aucun doute quant à l'importance de ce pilier dans la construction de la « compétitivité » du soja argentin.

Marché des commodities

Le quatrième facteur qui a favorisé l'expansion du nouveau patron productif fut l'augmentation du prix du soja sur le marché international, ce qui était très avantageux par rapport aux autres alternatives (blé, maïs, fourrages pour le bétail, pour ne citer que les plus classiques). Ces tarifs, qui n'étaient régulés par aucune mesure publique — comme ce sera le cas avec les « rétentions » à partir de 2002 — ont convaincu les plus réticents ou les « traditionalistes » qui continuaient à parier sur d'autres produits (cultures régionales, viande, production laitière, etc.).

Capital financier

Le capital financier est la dernière composante que nous aborderons en relation avec le modèle productif aujourd'hui hégémonique dans la pampa argentine. L'expansion de la frontière agricole sous la pression du soja transgénique¹⁵, le déplacement du bétail vers des zones marginales,

fondamentales pour les agriculteurs. En particulier, cette dernière est l'un des points de friction les plus importants entre les agriculteurs et les entreprises qui commercialisent les semences (surtout celles d'origine multinationales), qui prétendent supprimer ce droit en agissant auprès des organismes multilatéraux comme l'OMC, la FAO, etc. Au niveau local, pour faire face à cette pratique, les marchands de semences ont créé un système appelé *regalía extendida* (royauté étendue). « Ce système consiste à faire payer les producteurs chaque fois qu'ils se réservent une partie de la récolte pour la saison suivante avec l'argument que, l'article 27 de la loi, qui permet l'usage pour soi, ne précise pas si celui-ci est gratuit ou payant, ce qui permet aux négociants en semences de facturer cet usage pour soi. On l'appelle « étendue » parce que cette royauté s'étend à l'usage pour soi. » (Alonso Nogara et al. 2004).

13. Castro (Clarín, 14/2/04) écrit : « Comme l'a signalé Peter Goldsmith, de l'Université d'Illinois, le coût de production d'une tonne de soja aux États-Unis est de US \$ 249, alors qu'en Argentine elle n'est que de US\$ 192. »

14. Selon les données fournies par Boy (2002, www.grr.org.ar), du groupe de réflexion rurale, 25 kg de soja Roundup Ready BIs coûtaient en 2000 aux États-Unis entre 20 \$ et 23 \$ contre 12 \$ à 15 \$ en Argentine (GAO : 2000).

15. Ce phénomène a conduit, en moins d'une décennie, à incorporer une surface importante de terres au système de production agricole et à conquérir des espaces précédemment dévalorisés (car considérés comme « improductifs ») ou utilisés pour l'élevage. Dans le

le remplacement des produits locaux par les cultures d'exportation, l'expulsion des petits producteurs, l'augmentation des exploitations grâce à la location de terres, sont autant de symptômes du processus de concentration de la production et de la transformation qualitative de l'acteur productif. En effet, si le nombre d'hectares cultivés augmente et celui des exploitations agricoles diminue et que, dans un même temps, on constate que les producteurs travaillent en grande partie sur des terres louées, cela signifie que ces derniers ont augmenté l'échelle de leurs entreprises sans pour autant devenir propriétaires terriens¹⁶. C'est ici qu'intervient le capital financier : pour réussir à concentrer la production, ces « entrepreneurs sans terre » ont dû faire appel au capital des investisseurs afin de faire face au coût de la location de terres.

Par conséquent, l'activité agricole attire des investisseurs extragraires qui, protégés par le contexte macroéconomique de dérégulation, ont apporté des capitaux à travers les *pools de semis*¹⁷ et les *fonds d'investissement*¹⁸, sûrs d'un retour plus qu'intéressant (jusqu'à 30 %

premier cas, les zones de faible valeur agricole ont pu être colonisées grâce à la capacité d'adaptation des produits transgéniques associés au paquet technologique. Ainsi, certaines provinces ont vu augmenter leur production agricole de 40 % à 70 % en quelques années (surtout celles situées au nord et nord-est du pays). Dans le deuxième cas, l'élevage fut transféré dans d'autres régions ou converti au système de feedlot. L'expansion de la frontière agricole a entraîné un très important et dangereux processus de déforestation.

16. C'est en raison de cette équation que ces entrepreneurs s'appellent eux-mêmes « les sans terre » (Hernández 2007a, 2007b, 2008, 2009b).

17. López (2006 : 243) décrit le pool de semis comme « un mécanisme particulier d'articulation des facteurs de production et d'attraction de capitaux vers ce secteur. Ils sont créés, en général, par des investisseurs d'origine urbaine groupés sous la direction technique d'un ingénieur agronome ou d'entreprises ayant des professionnels spécialisés pour louer ensuite les exploitations et semer des champs avec des technologies avancées. De cette manière, ils génèrent des bénéfices importants du fait de baisser les coûts grâce à leurs opérations à grande échelle, à l'achat d'agrofournitures à bas prix, à l'obtention de meilleures conditions de commercialisation et à la diminution des risques climatiques car la production est diversifiée dans différentes régions. Ces pools ont constitué non seulement un mécanisme d'investissement dans l'agriculture mais aussi un instrument d'accélération du changement technologique étant donné qu'ils utilisaient plus d'inputs et contrôlaient les formes de production avec des équipes de professionnels. [...] ils ont instauré la tendance à concentrer la production au niveau des unités mais sans affecter la propriété des exploitations, étant donné que leur stratégie ne s'est pas proposée d'acquérir des champs car cela aurait impliqué l'immobilisation de leur capital. » On calcule qu'en 1997, on avait adopté cette modalité sur environ 400 000 hectares et que, dix ans après, cette surface est passée à un peu plus de 2 millions d'hectares (Cristiano, 2007), concentrés dans la région de la pampa.

18. Les Fonds communs d'investissement (FCI) ou fidéicomis sont des modalités du capital financier régies par les lois 24 083 et 24 441 respectivement. Selon Conde (2007 :2), « Par ce système, se mettent en place des entreprises qui obtiennent des bénéfices de 10 à 30 % annuel en dollars. Avec des dividendes si juteux, le nombre de personnes qui veulent participer aux projets agricoles ne cesse d'augmenter. En 2007 on estime que, pour ce concept, l'investissement tourne autour de US \$ 6 000 000 000. Quant à la catégorie des

annuels en dollars !). C'est ainsi que ce dernier facteur a dynamisé les autres composantes du processus de changement en cours. Il est aussi celui qui sera le plus spécialement touché par la crise internationale de 2008.

La présence du capital financier constitue une nouveauté majeure pour l'agriculture familiale. Nous l'avons dit ailleurs (Gras et Hernández, 2009 b) : « Le nouveau paysage rural est dominé par la diversité de formes de présence du capital — par le contrôle de la terre et/ou du capital dans ses différentes expressions, une diversité qui avance au fur et à mesure que l'on expulse les producteurs ayant le moins de capacité d'accumulation, les travailleurs les moins qualifiés et les petits prestataires de services. » La traditionnelle hétérogénéité de la campagne argentine prend d'autres nuances : le paysage dans lequel étaient présents des acteurs avec différentes logiques productives, des échelles de production diverses et des niveaux d'accumulation dissemblables, intégrés aux chaînes agroalimentaires par diverses formes de financement et de commercialisation du produit, laisse place à l'émergence d'un éventail plus limité de producteurs, voire sans acteurs, annoncée par l'expression suggestive utilisée par une association d'agribusiness : « une agriculture sans agriculteurs ¹⁹ ».

Actualisation des identités sociales : l'agribusinessman

Les transformations de la structure sociale et les nouvelles modalités de production (contractualisation, tertiarisation, transnationalisation des entreprises d'agrofouritures, etc.) ont conduit les exploitations de la pampa qui ont survécu à augmenter leur rendement, à incorporer de nouvelles technologies (agriculture de précision, contrôle des cultures par satellite, tracteurs informatisés, utilisation quotidienne d'Internet, biotechnologie), à élargir leur champ d'action par la location de terres et à réorganiser la gestion de l'entreprise grâce au système des réseaux de contrats. Ces changements ont eu des répercussions sur l'organisation sociale du travail. À l'intérieur des entreprises rurales, la gestion a été

capitalistes, s'il est vrai que la majeure partie de l'argent est apportée par les grands, quelque 500 000 000 auraient été déboursés par des petits et des moyens investisseurs, dont les apports vont de US \$ 10 000 à US\$ 100 000. »

19. Dans Hernández 2009, Gras et Hernández 2007 et 2009c, nous avons rendu compte des changements, au niveau des acteurs, dus aux nouvelles conditions matérielles de production. Qu'ont fait les producteurs exclus de l'activité primaire ? Qu'a-t-on produit dans ces grandes exploitations à la terre peu rentable ? Quel est le nouveau profil professionnel lié à ces changements et comment s'organisent les relations sociales entre ces nouveaux acteurs ? Quelles sont les institutions qui les représentent ? Comment a évolué la carte associative du secteur en fonction des nouvelles attentes et des intérêts de ces acteurs ?

redessinée afin d'intégrer la dynamique du réseau ; vers l'extérieur, les frontières de l'espace agricole ont été abolies et la relation entre les composantes de la chaîne de valeur de chaque produit (soja, maïs, lait, etc.) s'est modifiée pour les intégrer dans un espace agro-industriel très large. Ainsi, une même entreprise peut coordonner la production primaire, l'élaboration industrielle des aliments dérivés de ce produit, le tourisme rural dans la zone de production, la prestation de services de management à d'autres entreprises moins développées, l'offre de formation professionnelle par des masters, etc.²⁰

Cette réorganisation intrasectorielle et intersectorielle redistribue les rôles parmi les acteurs économiques, redéfinit les profils professionnels, inaugure des branches productives, révolutionne les institutions qui ordonnaient l'espace rural et arrive même à re-hiérarchiser les facteurs de production, subordonnant certains qui, dans le modèle de l'agriculture familiale, étaient prioritaires (par exemple la « propriété de la terre » ou la main-d'œuvre familiale) et revalorisant d'autres peu reconnus (comme le facteur « connaissance »). Les leaders de ce changement citent régulièrement certains intellectuels experts en la matière. Au niveau international, Davis et Goldberg, deux économistes américains sont à l'origine du paradigme agribusiness vers le milieu des années cinquante (Davis et Goldberg, 1957). Au niveau local, ceux qui se sont chargés de diffuser cette théorie dans l'espace productif, médiatique et politique argentin sont plutôt des ingénieurs agronomes et des producteurs agricoles munis d'une formation universitaire (Hernández, 2009). D'après ces derniers, les traits intrinsèques du nouveau système socioproductif rendront anachroniques les termes dans lesquels la relation entre les diverses sphères de la vie économique était perçue : la traditionnelle représentation « industrie vs. agriculture » est remplacée par une dynamique agro-industrielle qui rend caduque cette disjonction historique. À chaque type d'agriculture correspond son propre « *homo economicus* », dont les pratiques et les représentations deviennent parfois incommensurables.

Tout changement paradigmatique suppose une innovation dans la « manière de voir le monde », et ses conséquences au niveau social

20. L'entreprise-réseau que nous prendrons comme un cas paradigmatique dans cet article (Los Grobo SA) est présentée par son directeur général, Gustavo Grobocopatel, à travers la figure du « holding », intégrant recherche et développement, formation (master en agribusiness et école d'entrepreneurs), chaînes par produit selon leur gouvernabilité institutionnelle, etc. Pour construire « l'intégration horizontale » il fait appel aux contrats ad hoc avec ses fournisseurs et ses clients (réseau de réseaux), fidéicommiss, ouverture financière à des investisseurs de pays voisins, il diversifie son portefeuille d'affaires, etc. Voir la page Internet de Los Grobo : www.losgrobo.org.ar.

s'expriment dans de nouvelles manières de se penser, de penser l'autre et de concevoir le lien social. Le système agribusiness relie les agents impliqués dans les divers maillons du *business* tant du point de vue du travail que du point de vue juridique et économique. C'est pourquoi l'Argentine, que ces hommes d'affaires évoquent dans leurs rêves utopiques, cette nation qu'ils souhaitent pour leurs enfants, n'est plus celle que l'on appelait autrefois le « grenier du monde » (exportateur de matières premières et, surtout, de blé) mais un pays qui prend place parmi les grands « supermarchés du monde » comme exportateur d'aliments.

En somme, le paradigme des agribusiness est une sorte de cheval de Troie par lequel s'impose un modèle d'organisation sociétale qui signifie beaucoup plus qu'une simple option d'« affaires ». Ce cadre théorique, issu des arènes académiques, a été adopté par des acteurs sociaux vivant dans des conditions historiques, politiques et sociales précises, engendrant leurs propres pratiques matérielles et leurs propres représentations. Ainsi, on peut penser au paradigme agribusiness comme le cadre idéologique qui construit du sens et qui légitime socialement et politiquement la nouvelle modalité des relations productives dont l'horizon s'est définitivement globalisé. Nous n'avons pas ici l'espace nécessaire pour analyser en profondeur les aspects matériels, institutionnels et imaginaires de ce nouveau monde de l'agribusiness²¹ mais nous évoquerons brièvement les traits qui ont suscité le plus de critiques lors de la crise du système capitaliste de 2008.

Reconfiguration de l'espace-temps : terre, capital et connaissance

Nous commencerons par observer les traits identitaires de l'homme d'affaires innovateur à travers la trajectoire de Gustavo Grobocopatel, l'un des entrepreneurs les plus emblématiques du schéma agribusiness :

« En juin 2002, à Madrid, Espagne, Gustavo [Grobocopatel] clôturait les négociations sur une des premières exportations des spécialités de l'entreprise, le tourmesol à haute concentration oléique. En septembre 2002, il discutait à Sao Paulo, Brésil, l'opportunité de réaliser des investissements et des affaires avec de grands opérateurs brésiliens. Cet ensemble de nouvelles affaires a fait mûrir en lui une idée : réorganiser Los Grobo en mettant sa famille au directoire et ainsi consolider le groupe de manière plus professionnelle, plus formelle, en renforçant les affaires locales avec comme objectif final le marché global. C'était une stratégie différente de celle qu'avait toujours suivie Adolfo, son père [...] La croissance s'est accompagnée de l'achat de terres pour consolider l'affaire. Ce critère a changé durant les dernières années. [...] Andrea G. (sœur de Gustavo G.) dit à ce sujet :

21. Pour une analyse en profondeur de ces aspects voir Gras et Hernández, 2009.

« Actuellement, la politique de l'entreprise est d'investir dans la recherche de rentabilité pour l'ensemble des opérations et non pas de capitaliser par l'achat des terres ». On observe aujourd'hui que le système s'appuie sur le réseau de contrats. » (Ordoñez et Nichols 2003 :7 et 22).

La terre, support matériel central dans le modèle de l'agriculture familiale qui a prédominé dans la région de la pampa (dont l'acteur emblématique est le *chacarero*, nom donné au petit agriculteur de la pampa), commence à jouer un rôle secondaire dans la dynamique économique encouragée par le nouveau schéma productif. D'une part, l'entreprise réussit à concentrer des milliers d'hectares, loués dans différentes zones agro-écologiques du pays, ce qui diminue les risques climatiques. D'autre part, ces grandes échelles permettent d'incorporer constamment de nouvelles technologies tant dans la production agricole que dans la gestion de l'entreprise. Dans le paradigme de l'agribusiness, la valeur finale résulte de l'addition des valeurs partielles obtenues dans chaque unité du système. La « compétitivité » est considérée comme l'aboutissement d'une gestion adéquate de la terre et non comme le seul fait d'en être propriétaire. C'est ce qui explique l'adoption de l'expression « les sans terre » comme emblème identitaire des entrepreneurs innovateurs :

« Je suis un sans terre. 80 % de ce que je sème je le fais sur une terre qui ne m'appartient pas. Ici, le mythe du grand propriétaire terrien est mort. » (Bercovich, 2004 :3).

L'entreprise, inscrite dans une logique réticulaire (le réseau des réseaux, l'agriculture sous contrat, etc.), dissout sa matérialité territoriale en faveur de la réussite financière. Il s'agit d'une opération centrale car cette prise de distance par rapport à la terre et au local est fondamentale pour construire la nouvelle identité sociale : être des sujets « sans terre » qui ont su prendre de la distance par rapport à l'ancienne élite dominante (les grands propriétaires terriens), leur permet un renouveau entrepreneurial. Ils peuvent se présenter comme porteurs du changement paradigmatique au sein du monde agricole.

Le nouveau statut (secondaire) de la propriété terrienne entraîne une reconfiguration de l'identité sociale et politique par rapport aux deux pôles de la hiérarchie sociale rurale : ces entrepreneurs se représentent aussi distants du *chacarero* (agriculteur traditionnel) que du grand propriétaire terrien. D'une certaine façon, ils se situent dans un espace virtuel et se pensent au-dessus de l'*Histoire* :

« Avec ce système, on est arrivé à un réseau de contrats : contrat de location de la terre, contrat pour les semences, pour la pulvérisation, pour les intrants [...] Mais qu'est-ce qui est le plus important ? Le fait que le producteur disparaît. » (Victor, leader de l'agribusiness argentin. Entretien de 2005).

La conséquence la plus immédiate de cette organisation intégrée de l'entreprise-réseau est la désuétude de l'espace de référence identitaire de l'agriculture *chacarera* : l'exploitation familiale. Les anciennes entreprises familiales, avec des hiérarchies pyramidales et, souvent, gérontocratiques, entravaient la flexibilité organisationnelle inhérente aux entreprises-réseau. La nouvelle structure devait être plus adaptée à la volatilité du capital financier, ce qui suppose que l'on remplace la *tranquera* (barrière en bois qui marque l'entrée de la propriété rurale), une icône qui matérialisait la frontière de l'espace-terre dans lequel s'inscrivait le producteur *chacarero*, par un référent déterritorialisé comme la chaîne ou le réseau. Ces formes de représentation virtuelle de l'espace permettent à l'entreprise d'adopter une inscription multiterritoriale. Dans la dynamique de l'intégration verticale (agro-industrielle), horizontale (filiale, cluster), ou réticulaire (réseau de production, agriculture par contrat), la dimension *agro* n'est plus la référence principale (comme c'était le cas dans le modèle familial) mais elle est l'une des phases/scénarios au cours desquels le « holding » s'investit afin de réaliser de la valeur. Par conséquent, la clé est la multiplication des scénarios, ce qui, dans le jargon des agribusiness, s'exprime par la notion de « capacité innovatrice ».

De ce fait, dans le monde qui émerge après la restructuration paradigmatique, l'antagonisme de classe exprimé par le binôme agriculteur/propriétaire terrien, résultat des luttes politiques du XX^e siècle, est dissous dans la fluidité du réseau : tous sont des entrepreneurs innovateurs et les intérêts spécifiques de chacun sont subordonnés au bon fonctionnement de l'ensemble, créant ainsi une situation de solidarité *de facto* entre les maillons du réseau. En revanche, il est essentiel d'attirer du capital financier dont dépend la capacité de reproduction de cette entreprise-réseau structurée sur la concentration productive, la transnationalisation et la généralisation des petites entreprises de service agricole (la contractualisation).

Mais, que s'est-il passé avec les « exploitations familiales » devenues non rentables ? Qu'ont fait les *chacareros*, ces milliers de producteurs agricoles qui peuplaient la vaste pampa argentine²² Le nouveau schéma

22. Rappelons que le recensement agricole national de 2002 a montré la disparition de 88 000 exploitations familiales rurales entre 1988 et 2002.

productif s'est nourri du champ social où il s'enracine : son grand dynamisme est dû, en partie, à l'apport des « déplacés », les producteurs qui n'ont pas pu faire face aux réformes néolibérales macroéconomiques. D'aucuns, surendettés, ont dû vendre leurs terres ou brader leurs exploitations pour payer les créanciers. D'autres ont dû louer leurs exploitations aux grands gestionnaires de holdings qui accumulaient ainsi des centaines de milliers d'hectares. Ces mini-rentiers ont eu différentes possibilités : soit la rente permet de faire vivre la famille, soit elle sert d'investissement pour retrouver un autre métier. Dans ce cas, les choix les plus fréquents sont le commerce ou les services. En effet, une bonne partie des ex-producteurs a quitté la maison rurale et s'est installée dans des villes ou des villages de province pour ouvrir un petit magasin. D'autres ont acheté des équipements et des machines pour prêter leurs services aux grands entrepreneurs qui concentrent la production. Risquant l'exclusion pure et simple du marché du travail, ces *ex-chacareros* ont très peu de marge de manœuvre et doivent faire preuve d'une grande ingéniosité pour éviter les solutions fâcheuses : les emplois subordonnés, le chômage ou, dans les cas les plus extrêmes, la maladie, la dépression, le suicide.

Dans ce système, les agribusinessmen se sont développés sur la base de la location des parcelles et de la tertiarisation des labours ce qui, dans l'ancien modèle (l'agriculture familiale), était considéré comme *un excédent* de producteurs et d'exploitations familiales non rentables, est devenu dans le nouveau modèle (ruralité globalisée) un marché de services. Du coup, des terres en propriété ont été offertes en location sur le marché foncier.

À terme, on comprend comment ces deux agents économiques du système agribusiness interviennent dans le circuit créé par cette ruralité globalisée en se complétant dans leurs positionnements. Les premiers, ceux qui s'autoproclament les « sans terre », ont utilisé la sous-traitance (tertiarisation des services) pour s'adapter rapidement aux demandes du marché international. Ce phénomène a entraîné la généralisation des entreprises de services agricoles conduites par les ex-producteurs, qui sont ainsi devenus des acteurs clés du nouveau schéma productif. Tous s'intègrent au processus de flexibilisation organisationnelle inhérent à la forme réticulaire et virtuelle, facilitée par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ce qui permet une recombinaison permanente de la gestion des ressources humaines et naturelles en fonction des contextes et des « opportunités pour faire des affaires ».

En somme, contractant, administrateur, entrepreneur innovateur, producteur-contractant, les figures socioproductives sont multiples,

comme le sont les associations qui se forment dans la nouvelle trame agro-industrielle où de grands holdings engagent un grand nombre de PME²³. Ces redéfinitions des catégories et des pratiques sociales ont d'importantes conséquences à plusieurs niveaux : la dynamique productive est modifiée, de nouvelles solidarités se créent, d'autres disparaissent. Pour ce qui est du premier point, les nouvelles inflexions qu'a connues « le rural » recomposent cet espace au-delà de l'aspect agricole, affectant toutes les sphères de l'activité économique, de l'activité primaire jusqu'aux finances, en passant par l'industrie, les services, le commerce. Cela nous conduit au deuxième point, la naissance d'une institutionnalisation exprimant ces nouvelles solidarités et ces nouvelles alliances : les associations par produit (l'association du cluster du soja, *Acsoja*, du maïs, *Maizar*, du tournesol, *Asagir* entre autres ; les représentations pluricatégorielles (« le comité de liaison » qui négocie avec le gouvernement illustre bien ces nouvelles solidarités) ; les entreprises hybrides publiques-privées et/ou multisectorielles comme les *pools de semis* et les *fidéicomis*²⁴. Ces dernières formes organisationnelles emblématiques de l'agribusiness sont présentées comme les moteurs de la « deuxième révolution des pampas » (*sic*).

Dans ce système réticulaire, chaque point est plus ou moins affecté par la moindre variation des règles du jeu. Il y a une forte dépendance entre le grand pool, qui concentre la production de centaines de milliers d'hectares, situés dans différentes provinces et pays, et le pool moyen géré par un *chacarero* qui travaille ses propres terres sans compter celles qu'il a louées à ses voisins (il peut arriver à 5 000 hectares), même s'il s'agit de catégories économiques différentes. En effet, ce dernier dépend de la dynamique du premier dans la mesure où il prête ses services au grand pool pour rentabiliser ses investissements en équipements et machines.

Plus de dix années se sont écoulées entre le début de ce processus de changement et le moment de sa cristallisation. Les dynamiques

23. Pour une description détaillée, voir Hernández 2007a et 2007b.

24. Selon la définition de Cristiano (2007 :12) « Le pool de semence est une manière particulière d'exercer l'activité agricole, adoptée par une organisation dont chaque membre apporte un des facteurs de production nécessaires (capital, terre et travail). L'objectif est de maximiser le bénéfice des affaires agricoles en augmentant l'échelle de production et en diminuant les risques intrinsèques du secteur. [...] Le pool comprend des contractants ruraux, des entreprises agrochimiques, des producteurs, plus un élément nouveau : l'investisseur, qui ne provient pas du monde rural. [...] Pour la constitution d'un pool, on conseille la figure légale du fideicomis d'administration financière et non financière à cause de ses avantages en matière fiscale, des coûts et de la grande sécurité juridique. [...] Ainsi, les FCI constituent un élément important de financement pour les producteurs agricoles qui forment le pool et qui, en général, appartiennent au secteur des PME. »

déclenchées par les biotechnologies, le management, le capital financier et les réseaux de production ont conduit à l'imbrication de sphères d'activités qui, jusque-là, fonctionnaient presque sans se connaître. C'était le cas de la communauté scientifique, des entrepreneurs agricoles, des industriels, des investisseurs. Cette interpénétration a commencé à esquisser les lignes d'une cartographie socioproductive inédite, dans laquelle nombre de producteurs ne trouvaient plus leur place sauf à se reconverter. De nouvelles pratiques individuelles et collectives ont réorganisé l'institutionnalité du secteur et ont ouvert de nouveaux espaces d'interaction. Les frontières symboliques, qui auparavant distinguaient le monde *rural* du monde *agraire* ont été remises en question. Les protagonistes du tournant agribusiness ont encouragé le modèle de la ruralité globalisée et ont « commoditisé » la production agricole argentine. En même temps, ils ont créé les conditions pour que l'État assainisse sa situation financière.

Au-delà de toutes les questions que suscite le nouveau modèle socioproductif mû par les entrepreneurs innovateurs de l'agribusiness, il est certain que le modèle agro-exportateur argentin basé sur un tel système s'est avéré extrêmement fragile dans le contexte international de 2008, surtout par rapport au pilier du capital financier. Prenons le cas des pools de semis pour illustrer l'impact de la crise sur ce schéma de ruralité globalisée.

2008 : ta crise, ma crise, notre crise

Au milieu de l'année 2008, lorsque se cristallise la crise du système financier capitaliste global, le nouveau scénario était déjà installé depuis longtemps dans la pampa argentine. La formation des pools de semis ou des fidéicomis a induit de nouvelles solidarités et alliances sur lesquelles ont convergé des secteurs urbains et ruraux, des acteurs économiques, qui ont aussi compté sur la participation fondamentale du capital financier national et/ou international. Ce sont justement ces alliances, créées entre les différents acteurs du jeu agribusiness, qui ont été mises en relief durant le conflit avec le gouvernement de Cristina F. de Kirchner, alors que l'on voyait s'épauler sur les barricades, les grands et petits entrepreneurs, les villageois et les citoyens, etc. Les arguments des leaders qui montraient ce modèle comme articulante les secteurs (la chaîne agro-industrielle), une source d'emploi et un dynamiseur des villages abandonnés durant les années du centralisme de Buenos Aires, semblaient se matérialiser dans les pratiques politiques collectives.

Il faut cependant resituer la profondeur historique et le caractère processuel des événements. Dans une première phase d'expansion, l'organisation en pool a bénéficié à ceux qui avaient besoin de faire financer leurs dettes et leurs productions :

« Le fidéicommiss agraire [...] est venu compenser le manque de crédit [...]. À plusieurs de ces initiatives ont participé des propriétaires de terres et même des locataires, capitalisant la valeur de la terre ou d'autres biens. » (Conde, 2007 :2, notre traduction).

L'augmentation de la compétitivité propre à ce type d'organisations productives résulte des économies réalisées sur les achats en gros et sans intermédiaires locaux, ce qui permet d'obtenir des réductions d'environ 20 % sur le prix payé par un producteur individuel (Posada et Martínez de Ibarreta, 1998). À l'époque des pionniers (fin des années 1990), nombre de producteurs moyens au bord de la faillite ont réussi à payer leurs dettes grâce à la demande de services que continuaient à demander ces pools, récupérant l'investissement en équipements et machines et équilibrant leur bilan annuel. De ce fait, les intérêts des petits et moyens producteurs se sont trouvés, sans le chercher, dépendants de la capacité de gestion des grands groupes de semis, eux-mêmes liés à la disponibilité du capital financier des investisseurs, issus du monde agraire et non agraire. Qui plus est, du point de vue de cet acteur globalisé, la fin de la politique de convertibilité (un peso = un dollar), a impliqué un bénéfice supplémentaire : après le *défaut* de 2001, un décret présidentiel a transformé les dettes dollars en dettes pesos, ainsi celui qui devait un dollar devait à partir de 2002 un peso. Mais, en même temps, le dollar coûtait trois pesos sur le marché financier. Cette conjoncture a fait que la dette a été divisée par trois (un dollar = trois pesos) alors que la production, étant largement destinée à l'exportation, les revenus se sont accrus en fonction de la cotation de la monnaie nord-américaine. Cette équation a été particulièrement rentable pour les gros pools de semis qui, fondamentalement tournés vers le marché international, se sont multipliés surtout dans le territoire pampéen.

Après le passage au peso, la pression du crédit a un peu diminué et ceux qui avaient réussi à résister jusqu'alors ont pu bénéficier de la nouvelle dynamique et se sont impliqués comme contractants ou sont passés dans la catégorie des petits et moyens pools, avec une portée purement locale (location de parcelles à des voisins ou dans des provinces proches).

L'alliance temporaire entre petits, moyens et grands producteurs ne dura pas longtemps : la tendance à la concentration du modèle de la

ruralité globalisée a vite montré les limites du scénario de convergence jusqu'alors possible, ce qui fait que certains observateurs ont parlé d'« externalités négatives », rappelant — au-delà des phénomènes conjoncturels — quelle est la dynamique profonde qui anime l'histoire du capitalisme. Cristiano (2007) résume ce phénomène dans un article consacré à la logique économique des pools de semis l'enchaînement des situations :

« Une des externalités de l'apparition des pools est leur expansion vertigineuse, ce qui a contribué à augmenter la rentabilité de la terre suite à la grande augmentation de la demande. Cela se répercute de manière favorable sur les producteurs propriétaires qui préfèrent louer leurs terres (avec un revenu assuré, parfois perçu au moment du semis plutôt qu'après la récolte), plutôt que d'affronter les aléas typiques auxquels est soumise la production agricole. En sont cependant exclus les producteurs locataires qui ne peuvent pas concurrencer le pool, que ce soit parce que la location de la terre est élevée ou parce qu'ils n'ont pas la capacité financière suffisante pour payer le loyer au début de l'activité (le plus habituel c'est que l'on paye le loyer à la fin de la saison). » (14-15, notre traduction).

Ainsi, la reprise du marché des terres a durci les conditions pour accéder au système et pour s'y maintenir. Comme le signalent les économistes du Centro de Investigación y Formación de la República Argentina :

« Cette extraordinaire augmentation de la rentabilité agricole s'est reflétée à son tour dans une montée significative de la valeur des terres agricoles de la région de la pampa qui est passée d'une moyenne de US\$ 2 119 l'hectare durant l'époque du régime de convertibilité [1991 à 2001] à presque US\$ 9 100 l'hectare en 2008. » (CIFRA, 2009 : 12, notre traduction)

Comme nous l'avons signalé, différentes issues (reconversion, exclusion) s'offrent à ceux qui n'ont pas pu se maintenir comme producteurs. En revanche, ceux qui ont pu suivre le rythme de la globalisation de la production agricole argentine se sont affirmés dans ce modèle dans lequel le pilier financier intervient à deux moments clés. En premier, vient la préparation de la saison agricole. C'est alors que les investisseurs mettent leur capital à la disposition des fidéicomis ou des pools de semis. En second la récolte, lorsque les producteurs doivent payer aux propriétaires le loyer de la terre. Certains pools, moyens ou petits, doivent payer à cette période les intrants que les entreprises leur ont fournis. Les investisseurs peuvent être institutionnels (banques, fonds d'investissement, coopératives, etc.) ou individuels, eux-mêmes acteurs du système productif (par exemple, les propriétaires sont souvent

investisseurs). Parfois, ce sont des acteurs extra-sectoriels (le cas de professionnels urbains qui investissent entre 5 000 et 20 000 dollars par saison dans les fidéicomis agricoles est bien connu). Face à la crise internationale, ces investisseurs ont retiré leur offre, fragilisant ainsi ce pilier fondamental du système.

Rappelons en outre que cette conjoncture internationale fut précédée localement par l'affrontement entre le gouvernement et les entrepreneurs ruraux mobilisés contre l'augmentation des taxes. Cette situation de paralysie commerciale, de manque de liquidité financière et de conflits politico-institutionnels eut un complément climatique fâcheux : la sécheresse la plus grave et la plus longue des cinquante dernières années qui affecta la saison agricole de 2007-2008 et la suivante (la mortalité du bétail fut très importante dans certaines zones du nord de la pampa).

Sur le plan du système capitaliste global, la crise financière a eu un impact sur le marché international des céréales, provoquant la chute des prix des *commodities*, ce qui s'est répercuté sur la chaîne de commercialisation du circuit d'exportation des céréales en Argentine. En somme, moins de demande internationale, plus de pression par les impôts, moins de crédits dans le système financier informel national et dans le système formel international, une sécheresse qui s'annonçait longue... le scénario ne pouvait être plus sombre.

Par conséquent, les villages agricoles dont l'économie quotidienne dépendait de la bonne santé du système-réseau de production de *commodities* ont connu le premier désordre social et ont vu resurgir l'« Histoire ». Les solidarités *de facto* entre locataires et propriétaires, entre grands et petits, entre gestionnaires et contractants se sont brisées et ont laissé place aux anciens antagonismes (entre propriétaires des moyens de production et propriétaires de la force de travail, entre propriétaires terriens et capitalistes) que l'on croyait effondrés en même temps que le mur de Berlin. Le temps des idéologies semblait être revenu semer la discorde dans une société (faussement) unifiée derrière le drapeau de l'innovation technologique, organisationnelle et culturelle si vantée par les promoteurs de l'agribusiness. En effet, d'un côté, les investisseurs institutionnels n'ont pas réagi, mettant à disposition des lignes de crédits avec des conditions d'accès assouplies, ou encore ont répondu trop timidement à l'appel des gestionnaires (grands ou moyens) qui concentraient la production dans ce système de ruralité globalisée. En conséquence, les gestionnaires n'ont pas disposé de capital financier suffisant pour acheter les intrants nécessaires et payer les propriétaires terriens. Le conflit d'intérêts s'est exprimé partout, opposant ces entrepreneurs « sans terre » aux banques et aux coopératives d'abord et,

ensuite, aux propriétaires des terres qui dépendaient des loyers pour faire vivre leur famille. Bien des banques ont commencé à faire pression pour récupérer les prêts dont l'échéance coïncidait avec le moment de la récolte. Il en était de même pour les vendeurs d'intrants qui, dans bien des cas, avaient financé des achats qui devaient être payés au moment de la récolte. Mais la sécheresse a entraîné des rendements inférieurs à ceux qui étaient prévus, ce qui a empêché d'honorer les paiements.

Cette situation a amené les producteurs gestionnaires à réduire le nombre d'hectares qu'ils louaient, à diminuer les contrats de service et à ajourner unilatéralement le paiement aux banques, aux propriétaires et aux vendeurs d'intrants. Le maillon le plus faible de cette chaîne de production, le prestataire de services, fut le premier à ressentir l'impact de la crise : la conjoncture lui montrait qu'il était l'acteur le moins autonome du réseau des réseaux dans cette ruralité soudainement relocalisée.

Les propriétaires, pour leur part, ont commencé à faire pression pour se faire payer les loyers à la hauteur du montant convenu avant le début de la saison 2007-2008, alors que la crise internationale n'avait pas encore éclaté, que le gouvernement n'avait pas annoncé l'augmentation des impôts sur les exportations, que la sécheresse ne s'était pas manifestée et que le prix des *commodities* n'avait pas encore sensiblement baissé. En fin de saison agricole, comme le producteur gestionnaire n'avait pas de liquidité, il a dans les meilleurs cas payé « en nature » cédant une partie de sa récolte au propriétaire de la terre qui la commercialiserait lorsque les marchés internationaux se régulariseraient. Dans d'autres cas, il n'a rien payé du tout, ce qui a provoqué de fortes tensions dans les villages (où résident les différents acteurs). Dans d'autres enfin, la surexploitation des ressources naturelles fut la « solution » à la situation de manque de liquidité financière. En effet, à la production agricole déjà bien pénalisée, dont l'expression la plus généralisée était la double culture (soja puis blé ou bien deux récoltes de soja sur une année), ces producteurs (non-propriétaires) n'ont pas hésité à profiter des « restes des récoltes » afin de les proposer, sur le marché alimentaire, pour le bétail. Ainsi, certains endroits de la pampa humide ont connu quatre récoltes sur les terres louées ! Deux correspondaient aux *commodities* et les deux autres aux chaumes qu'ils revendaient comme aliment pour le bétail. Les sols épuisés accuseront, dans les années à venir, les effets de cette folie écologique.

Quant aux banques, les appels à la justice pour tenter de récupérer l'argent des dettes, ont mis sur le pied de guerre les producteurs gestionnaires moyens qui avaient encore des entrées dans les associations corporatistes héritées de l'époque *chacarera* (agriculture familiale). Ils

ont réactivé les groupes « autoconvoqués » qui ont demandé la collaboration d'autres organisations corporatistes agricoles pour défendre les intérêts du secteur. Les agences locales des banques furent prises d'assaut afin d'empêcher la mise aux enchères de leurs propriétés. Des documents furent présentés aux autorités politiques municipales, provinciales et nationales pour leur demander d'aider à régler ce problème. Dans notre perspective anthropologique, ces formes d'action sociale locale sont extrêmement intéressantes pour observer la manière dont les classes moyennes gèrent les conflits d'intérêts des groupes internes. Dans certains villages, cette modalité projette une lumière sur les effets que la crise internationale a eus sur ce système rural globalisé dans la mesure où elle a obligé ses protagonistes à réfléchir sur la dépendance engendrée par un modèle agricole unidimensionnel et essentiellement tributaire de la demande de *commodities*.

En résumé, la crise internationale a mis en évidence la fragilité du nouveau modèle agro-productif dont le capital financier est devenu un facteur essentiel. Dans les prochains mois, on pourra observer comment se recompose la logique productive locale face à la pénurie d'investisseurs qui, extrêmement conservateurs, cherchent refuge dans d'autres *commodities* (comme l'or). Avant 2008, la plupart des analystes de la situation argentine s'interrogeaient sur la vulnérabilité que représentait pour ce pays sa dépendance par rapport à la demande en soja de la Chine ou de l'Europe, les deux principaux acheteurs étrangers. Personne ne songeait à la faiblesse que contenait le système agribusiness en raison de sa dépendance envers le capital financier. Ceux qui prônaient le processus de conversion de l'agriculture familiale « protocapitaliste » à une autre complètement capitaliste, en l'occurrence celle de l'agribusiness, n'ont pas encore commencé à réviser leurs positionnements à la lumière des analyses que nous avons avancées. En ce sens, dans le cadre des débats sur les modèles de développement pour les pays agrodépendants comme ceux qui animent la FAO, le BID, la BM et les agences et instituts de/pour le développement des divers pays du monde, il est essentiel de repenser les arguments en faveur de la « modernisation » des agricultures sous-développées (entre autres la modernisation *via* le modèle agribusiness) à la lumière du cas argentin.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALONSO NOGARA F., MENDOZA M.R., QUIROGA GÜIRALDES M., SORIA M., 2004: « Estudio del caso Asociados Don Mario », *Cátedra de Comercio, Facultad de Agronomía*, Universidad de Buenos Aires, 14/04/08 : http://www.agro.uba.ar/carreras/agronomia/materias/mercados/programa_mercados.pdf
- BALSA J., 2006 : *El desvanecimiento del mundo chacarero*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes.
- BASCKO M., TSAKOU MAGKOS P, RODRÍGUEZ SÁNCHEZ C, 1981 : *Esquema conceptual y metodología para el estudio de tipos de establecimientos agropecuarios con énfasis en el minifundio*, Secretaría de Agricultura y Ganadería de la Nación, ESR/137, Buenos Aires.
- BECCARIA L., ESQUIVEL V. et MAURIZIO R., 2007 : « Crise et reprise : les effets sur le marché du travail et sur la distribution du revenu », in : HERNÁNDEZ V., OULD-AHMED P., PAPAIL J. et PHÉLINAS P. (ed.) : *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan, collection « Questions contemporaines ».
- CALANDRA M, 2009 : « El INTA y sus órdenes simbólicos en pugna », in : GRAS y HERNÁNDEZ (compiladoras) *La Argentina Rural. De la agricultura familiar a los agronegocios*, Biblos, Buenos Aires.
- CIFRA, 2009 : « Transformaciones estructurales en el agro pampeano. La consolidación del bloque agrario en la Argentina », Document de travail n° 1, septiembre, mimeo, Buenos Aires.
- CONDE C., 2007 : « Los fideicomisos cada vez más utilizados en el agro », *Boletín Electrónico Pregón Agropecuario*, n° 33, www.produccion-animal.com.ar.
- CRISTIANO G., 2007 : « El pool de siembra : una figura institucional en auge », communication présentée aux *V Jornadas Interdisciplinarias de Estudios Agrarios y Agroindustriales*, Buenos Aires.
- DAVIS J. & GOLDBERG R., 1957 : « A Concept in Agribusiness », *Harvard University*, Boston.
- FRAGA ROSENDO M., 2004 : Informe del Centro de Estudios Nueva Mayoría, mimeo, Buenos Aires.

- GIBERTI H., 2003 : « Modernizado e insatisfactorio sector agropecuario », *Realidad Económica*, n° 200, Buenos Aires.
- GIBERTI H., 2005 : « Cincuenta años de evolución de la agricultura argentina », <http://www.inta.gov.ar/balcarce.info/documentos/econo/rural/giberti.htm> [9/4/08]
- GRAS C. et HERNÁNDEZ V., 2007 : « L'agriculture argentine dans la globalisation : connaissances et subjectivités », *Autrepart*, n° 43, « Dérégulation, travail et solidarités », Paris.
- GRAS C. et HERNÁNDEZ V. (compiladoras), 2009a : *La Argentina Rural. De la agricultura familiar a los agronegocios*, Biblos, Buenos Aires.
- GRAS C. et HERNÁNDEZ V., 2009b : « El fenómeno sojero en perspectiva », in : GRAS y HERNÁNDEZ (compiladoras) 2009, *ibidem*, Biblos, Buenos Aires.
- GRAS C. et HERNÁNDEZ V., 2009c : « Reconfiguraciones sociales frente a las transformaciones de los 90 : desplazados, chacareros y empresarios en el nuevo paisaje rural argentino », in : GRAS C. et HERNÁNDEZ V. A. (ed.), *ibidem*, Biblos, Buenos Aires.
- HERNÁNDEZ V., 2007a : « Entrepreneurs sans terres et pasteurs de la connaissance : une nouvelle bourgeoisie ? », in : HERNÁNDEZ V. et al. (ed.), 2007 : *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan.
- HERNÁNDEZ V., 2007b : « El fenómeno económico y cultural del boom de la soja y el empresariado innovador », *Desarrollo económico*, vol. 47, n° 187, octubre-diciembre, p. 331-365.
- HERNÁNDEZ V., 2009 : « Ruralidad globalizada y el paradigma de los agronegocios en las pampas gringas », in : GRAS C. et HERNÁNDEZ V. A. (ed.), 2009, *op. cit.*, Biblos, Bs. As.
- HERNÁNDEZ V. et GOULET F., 2009 : « Vers un modèle de développement et d'identités professionnelles agricoles globalisés ? Dynamiques d'innovation autour du semis direct en Argentine et en France », soumis à *Revue Tiers-Monde*.
- HILLCOAT G et GUIBERT M, 2003 : « Compétitivité acquise et capacité d'adaptation : l'agriculture pampéenne face à la crise », *Cahiers des Amériques latines*, n° 41, premier trimestre, Paris.
- LÓPEZ A, 2006 : « Empresarios, instituciones y desarrollo económico : el caso argentino », p. 230.
< <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/7/24237/DocLopez.pdf>>

- ORDOÑEZ H., 2000 : « Nena. Nueva economía y negocios agroalimentarios », *Programa de agronegocios y alimentos, Facultad de agronomía*, UBA, *Maîtrise en agro-affaires et aliments* : 43-44.
- ORDOÑEZ H. y NICHOLS C., 2003 : « Caso Los Grobo », *UBA-Universidad de Texas*.
- POSADA M. et MARTINEZ de IBARRETA M., 1998 : « Capital financiero y producción agrícola: los « pools » de siembra en la región pampeana », *Realidad Económica*, n° 153, p. 112-135.
- SOUSA SANTOS B., 2007 : « Más allá de la gobernanza neoliberal : El Foro Social Mundial como legalidad y política cosmopolitas subalternas », en SANTOS M. y GARAVITO R. (ed.) : *El derecho y la globalización desde abajo. Hacia una legalidad cosmopolita*, México, Anthropos.
- SVAMPA M. et ANTONELLI, M., 2008 : *Minería Transnacional, narrativas del desarrollo y Resistencias sociales*, Buenos Aires, Biblos.
- SZTULWARK S., 2005 : « Especialización Productiva y Subdesarrollo en el Paradigma Informacional. Una Aproximación a Partir del Caso de las Semillas Transgénicas y su Difusión en la Argentina », travail présenté lors du séminaire ALTEC 2005, Bahía, Brasil.
- TARABORELLI D., 2007 : *Informe sobre las maestrias de agronegocios*, miméo, Universidad Nacional de General Sarmiento.
- TORT M. et ROMAN M., 2005 : « Explotaciones familiares : diversidad de conceptos y criterios operativos », in GONZALEZ M. (Coord.) : *Productores familiares pampeanos : hacia la comprensión de similitudes y diferenciaciones zonales*, Buenos Aires, Astralib, p. 35-65.

Articles journalistiques et autres sources secondaires

- BERCOVICH A, 2004 : « Yo soy un sin tierra », *Page 12*, 25 avril, Buenos Aires.
- CASTRO J., 2004 : « Especialización agroalimentaria », *Clarín*, 14 février, Buenos Aires.

ANNEXES

Tableau n° 1 :
Prix internationaux de blé, maïs et soja, 1996 à 2004

Année	Blé	Maïs	Soja
96/97	286,66	238,89	624,47
97/98	247,38	202,67	438,41
98/99	241,30	203,44	342,87
99/00	206,38	188,23	392,53
00/01	261,74	170,58	334,51
Moyenn e 92/01	290,16	228,10	461,46
01/02	358,52	293,37	576,65
02/03	416,39	243,98	521,49
03/04	388,04	268,32	638,08
04/05	242,88	180,40	446,60

Source : Secretaría de Agricultura, Ganadería,
Pesca y Alimentación (SAGPYA)

Tableau n° 2 :
Hectares, Production et Rendement de soja RR entre 1997 et 2007

Année	Hectares semés	Hectares récoltés	Production (en Tn.)	Rendement (Kg/ha)
1997/98	7 176 250	6 954 120	18 732 172	2 693
1998/99	8 400 000	8 180 000	20 000 000	2 444
1999/00	8 790 500	8 637 503	20 135 800	2 331
2000/01	10 664 330	10 400 193	26 880 852	2 584
2001/02	11 639 240	11 405 247	30 000 000	2 630
2002/03	12 606 845	12 419 995	34 818 552	2 803
2003/04	14 526 606	14 304 539	31 576 751	2 210
2004/05	14 400 000	14 037 246	38 300 000	2 730
2005/06	15 364 574	15 097 388	40 467 936	2 680
2006/07	16 134 837	16 134 837	47 460 936	2 971

Source : SAGPYA

Hernandez Valeria (2010)

Agribusiness, système financier et action politique en Argentine. In : Phélinas Pascale (dir.), Selim Monique (dir.). *La crise vue d'ailleurs*

Paris : L'Harmattan, p. 105- 137. (Questions Contemporaines.Série Globalisation et Sciences Sociales)

ISBN 978-2-296-11544-6